

1948 : quand les communistes et la CGT expulsèrent les anarchistes espagnols de leur local récupéré lors des combats de la Libération de Paris

Depuis une vingtaine d'année, une littérature abondante s'est fait jour pour vanter la participation des anarchistes à la Libération de Paris, non sans exagération souvent, faisant de la centaine de membres¹ de l'avant-garde de la *Nueve*, la 9^{ème} compagnie de la 2^{ème} DB, entrés les premiers à Paris le 24 août 1944, les quasi seuls libérateurs de Paris².

Mais un autre fait d'arme des anarchistes espagnols dans la lutte pour la libération de Paris des occupants nazi est resté dans l'oubli. Peut-être parce que son épilogue est assez peu glorieux pour la gauche française, et que par conséquent il ne peut pas se prêter à la reconstruction mythologique d'une unité antifasciste ...

Après la défaite de la Révolution et la République espagnole, début 1939, des centaines de milliers de révolutionnaires espagnols se sont réfugiés en France pour fuir les persécutions des fascistes franquistes. La République française, plutôt que d'accueillir ces combattants de la liberté les fit enfermer au titre « d'étrangers indésirables » dans des camps de concentration, terme administratif consacré de l'époque. Vichy n'eut pas besoin de mettre en place un dispositif spécial d'internement pour eux, il était déjà en place quand Pétain se vit confier les pleins pouvoirs par la Chambre des députés du Front Populaire Certains espagnols réussirent à s'échapper, d'autres furent incorporés dans des « Compagnies de travailleurs étrangers » (CTE). Petit à petit, les anarchistes espagnols reconstituèrent dans la clandestinité leurs organisations militantes. Toutefois à la différence des communistes espagnols qui étaient inféodés à la Résistance française (FTP), les anarchistes gardèrent leur autonomie de décision et d'action.³

A Paris, le Mouvement Libertaire espagnol (composé des militants de la CNT-AIT espagnole et de la Fédération anarchiste ibérique, FAI), s'était regroupé et se tenait prêt à agir le moment venu. Il est vrai qu'à la différence de nombre des résistants français, ils avaient une certaine expérience de la lutte armée contre le fascisme, après les 3 ans de guerre en Espagne. Le moment venu ce fut le soulèvement de la population parisienne, le 19 août 1944. Les compagnons espagnols jetèrent alors leur force dans la bataille. Ils attaquèrent un immeuble situé 6 rue de la Douane, dans le 10^{ème}, local de la CGT avant-guerre et qui était désormais occupé par des collaborateurs des nazis. Les espagnols les en expulsèrent, le transformant en poste de surveillance en cas de contre-attaque.

A la Libération, la CGT reconstituée décida de laisser aux compagnons espagnols le local qu'ils occupaient, en remerciement de leurs actions à la Libération, et aussi en solidarité car la lutte continuait de l'autre côté des Pyrénées.

Toutefois le climat devait vite changer avec l'irruption de la Guerre Froide. D'une part, le Parti communiste espagnol (PCE) essaya, par l'intermédiaire de l'Union nationale espagnole, d'asseoir son hégémonie sur la masse des exilés espagnols. L'échec sanglant de l'invasion manquée du Val d'Aran (*Opération Reconquête de l'Espagne*) en octobre 1944, aventure à laquelle le Mouvement Libertaire refusa de se soumettre, attisa encore plus la haine des Communistes espagnols envers les anarchistes. Mais du côté des communistes français aussi, la haine anti-anarchiste fut attisée par deux évènements successifs :

D'abord le départ des anarchosindicalistes français de la CGT, qui constatant la mainmise stalinienne dictatoriale sur le syndicat préférèrent s'en retirer et créer en décembre 1946 leur propre organisation, la CNT-AIT française, toujours active de nos jours. Dès sa création, la CNT-AIT connut un certain succès car elle était alors la seule organisation ouvrière indépendante¹, tant des communistes que des gaullistes.

Si bien qu'ensuite, en 1947, ses militants jouèrent un rôle significatif – même si resté dans l'ombre – dans la grande grève de l'usine de Renault de Boulogne Billancourt. Cette grève eut deux conséquences négatives majeures pour le Parti Communiste : pendant le temps de la grève, le contrôle du PC et de la CGT sur les travailleurs se volatilisa et durant la grève, ils durent quitter le gouvernement ...

C'en était trop pour le PC qui voyait derrière ces deux évènements la main des anarchosindicalistes espagnols. Il fallait donc les expulser de leur local, qu'ils avaient gagné de haute lutte pendant la Libération. Les intimidations des « gros bras » de la CGT n'eurent aucun effet sur les anarchistes espagnols qui en avaient vu d'autres et des plus

¹ « Trois chars Sherman, une quinzaine de half-tracks, une jeep et un camion GMC, 130 bonhommes en tout, ce n'est pas grand-chose », Raymond DRONNE, Carnets de route d'un croisé de la France Libre Éd : France-Empire, 1984, p. 335.

² Cf. par exemple cette communication de la Mairie de Paris : « La « Nueve », ces républicains espagnols qui ont libéré Paris ! » <https://www.paris.fr/pages/la-nueve-ces-republicains-espagnols-qui-ont-libere-paris-7066>

³ Cf. les 2 tomes des brochures : « Anarchistes, pas républicains ... des anarchistes espagnols en résistance » <https://cnt-ait.info/2021/01/10/anars-pas-republicains>

coriaces. Aussi, plutôt que d'utiliser la force, les communistes usèrent de la légalité républicaine. Le PC chargea donc la CGT d'intenter un procès pour « occupation sans droit ni titre » à *Solidaridad Obrera*, le journal de la CNT-AIT espagnole qui avait ses bureaux dans les locaux occupés. Bien entendu, les anarchistes espagnols perdirent leur procès et furent condamnés à être expulsés. Libération ou pas, force devait rester à la Loi Républicaine et au sacro-saint « droit de propriété ».

Les anarchistes espagnols, ne voulant pas leur faire le plaisir d'une expulsion par la force publique préférèrent partir d'eux même, comme le relate un article de *Solidaridad Obrera* d'avril 1948 que nous avons retrouvé dans les archives et traduit.

A l'occasion de la commémoration des 80 ans de la libération de Paris, que certains soit disant « anarchistes » vont célébrer en compagnie de représentants du Parti Communiste, sous les auspices de la Mairie de Paris qui aujourd'hui expulse des migrants exilés, il nous a semblé opportun de rappeler cette page oubliée de notre histoire, afin que chacun sache bien qui sont ses véritables alliés, et qui sont ses faux amis ...

Petits incidents de l'exil ... Gestes et grimaces qu'il convient de prendre en compte

Solidaridad Obrera 10 avril 1948

Aux heures de grande inquiétude dans la capitale française encore occupée par les Allemands et alors que s'approchait la libération par les forces de Leclerc - composées en grande partie de combattants espagnols - les compagnons qui dans la clandestinité dirigeaient le Mouvement libertaire espagnol prirent une part très active à différentes actions - qu'il n'est pas utile de raconter ici - et expulsèrent les collaborateurs de l'immeuble de la CGT, situé rue de la Douaneⁱⁱ. Ils ont dû y installer par la suite un service de surveillance, prêt à contrer l'attaque des nazis et des collaborateurs qui étaient encore à ce moment les maîtres de la ville.

La Libération s'étant produite, le camarade Neumeyerⁱⁱⁱ, membre du bureau confédéral de la CGT française, transmit au Mouvement libertaire espagnol la satisfaction de ses collègues de la direction syndicale, en même temps que ses propres félicitations, pour le comportement de nos hommes. Et, par conséquent, ils nous ont cédé quelques locaux dans le bâtiment récupéré pour y installer les bureaux des [instances de la CNT-AIT espagnole en exil] : Comité Régional [d'Ile de France], Fédération Locale [de Paris] et le journal "*Solidaridad Obrera*" (« Solidarité Ouvrière »), porte-parole du Mouvement apparu à l'époque de la clandestinité.

Quelques mois plus tard, alors que l'influence croissante des éléments staliniens commençait à se transformer en une absorption sans vergogne et que la direction de la CGT préparait l'assaut, le premier incident contre notre organisation survint, provoqué par les « cocos » espagnols, qui voulaient utiliser leurs collègues français pour se venger du revers que l'attitude résolue de la CNT-AIT et du MLE (Mouvement Libertaire espagnole) a produit dans leurs formations de l'« Union Nationale espagnole »^{iv}, contre les marchandages avec Gil Robles^v et contre l'hégémonie du parti de la trahison^{vi}.

Le temps a passé sans que la provocation stalinienne n'ait eu l'effet escompté, mais ils sont revenus à la charge une seconde fois et sous le prétexte idiot d'avoir besoin de ces locaux pour installer d'autres services. C'est à ce moment que le camarade Léon Jouhaux, de retour de captivité en Allemagne, ayant rejoint le Secrétariat général de la CGT et ayant appris la conspiration bolchevique contre notre mouvement, convoqua dans son bureau des représentants du Comité régional. Il leur exprima avec une grande émotion le mécontentement avec lequel il avait appris la pression stalinienne et il offrit son soutien par ces mots : « tant que je serai secrétaire de la CGT et que Franco usurpera le pouvoir en Espagne, la Confédération nationale du travail, qui est l'une des organisations qui défendent avec le plus de ténacité les intérêts du prolétariat, pourra compter sur mon soutien total et entier et personne ne n'empêchera qu'elle continue dans les locaux qu'elle occupe".

En conséquence c'est avec mécontentement que les "cocos" espagnols et français durent supporter notre maintien rue de la Douane. Mais un coup machiavélique réduisit alors l'opposition à la direction stalinienne à la tête de la CGT : Jouhaux se retrouva sans pouvoirs, dépassé par Frachon^{vii}, et l'organisation CGT devint, comme personne ne l'ignore, une annexe du Parti Communiste. Nos camarades français [quittèrent en décembre 1946 la CGT pour] former la CNT-AIT française et le stalinisme devint extrêmement en colère, attaquant violemment le Mouvement libertaire espagnol, qu'ils considéraient comme la cause de la scission^{viii}. Le problème fut aggravé par la grève mémorable à l'usine Renault [en 1947], à laquelle *semble-t-il*^{ix} auraient participé nos collègues, mettant en évidence que le stalinisme se montre plus soucieux de manipulations politiques que des intérêts des travailleurs.

Les communistes perdirent dans cette lutte [de Renault] deux cartes importantes : leur contrôle sur les travailleurs se volatilisa et ils durent quitter le gouvernement. Ensuite, leurs collègues espagnols semèrent, comme d'habitude, la zizanie et nous fûmes menacés d'expulsion violente de la rue de la Douane. Il paraîtrait même qu'ils avaient déjà préparé [les gros bras] « *des gars du bâtiment* », selon l'expression d'un des leaders du Bureau [de la CGT].

Leurs fanfaronnades n'ont pas eu l'effet escompté et nous sommes restés là, calmement, à attendre qu'ils se décident à mettre leurs plans à exécution. Mais ils se sont ravisés et nous ont assignés en justice au moment où l'affaire Karaganda, dénoncée par "*Solidaridad obrera*", commençait à se répandre, mobilisant l'opinion mondiale contre l'outrage dont sont victimes nos compatriotes en Russie^x.

La lâcheté des escrocs du PCE est la suivante : incapables de nier les faits rapportés dans nos groupements, ils recourent à toutes sortes de procédures pour rendre notre travail difficile. Ne semble-t-il pas honteux qu'une organisation qui se dit prolétarienne et prétend incarner la défense des intérêts des travailleurs se comporte ainsi ? Que de tristes choses s'imposent dans les syndicats gérés par ces petites chapelles.

Les staliniens, par l'intermédiaire de la CGT française, ont obtenu du tribunal civil de la Seine l'expulsion de « *Solidaridad Obrera* » et du Mouvement libertaire de l'immeuble de la rue de la Douane. Cependant ils reviendront demain pour nous chanter le refrain de « l'unité »...

Le Mouvement Libertaire Espagnol a donc été expulsé par décision du Tribunal Civil de la Seine en vertu de la dénonciation déposée par la CGT française. Heureusement nous l'avions prévu et ils n'ont pas pu célébrer – pour la plus grande humiliation du mouvement ouvrier - le séquestre de nos meubles, ni le recours à la force armée, dans les conditions indiquées dans la sentence.

Un geste de plus pour lequel nous devons remercier nos « compatriotes » du PCE ; bien sûr, nous ne l'oublierons pas.

[Extrait du jugement d'expulsion]

Attendu qu'il ressort tant du procès-verbal de constat dressé par Maître Rignault notre Huissier audiencier que des débats que la *Solidaridad Obrera* occupe divers locaux dans un immeuble sis à Paris, 6 rue de la Douane, appartenant à la demanderesse, à titre de commodataire, que le commodat a été dénoncé par le commodant, qu'ainsi la défenderesse n'est plus qu'une occupante sans droit ni titre;

Attendu qu'il y a lieu dans ces conditions de permettre à la demanderesse de reprendre possession desdits lieux et d'ordonner l'expulsion de la défenderesse;

Au principal, renvoyant les parties à ce pourvoir cependant dès à présent et par provision vu l'urgence, déclarant le commodat ci-dessus déclaré.

Disons que faute par la défenderesse de quitter immédiatement les lieux, elle en sera expulsée même avec l'assistance du commissaire de police et de la force armée si besoin est.

Ordonnons la séquestration sur place ou dans tout garde-meuble sur choix de la demanderesse des meubles et divers objets se trouvant dans les lieux lors de l'expulsion.

ⁱ FO ne fut quant à elle créé qu'en 1948, et avec l'aide financière de la CIA.

ⁱⁱ Aujourd'hui rue ... Léon Jouhaux ! du nom du leader syndicaliste réformiste français, dans le 10^{ème} arrondissement

ⁱⁱⁱ Pierre Neumeyer, né le 17 janvier 1878 à Saint-Dié (Vosges), mort le 1er février 1960 à Paris, est un syndicaliste français, dirigeant confédéral de la CGT puis de FO. Employé puis contrôleur des Douanes, il prendra sa retraite en 1938 comme contrôleur en chef. Il est un des fondateurs du syndicalisme des fonctionnaires. En 1908, il participe à la création de la fédération des amicales de fonctionnaires. Dès 1914 il est secrétaire général adjoint de la fédération générale des fonctionnaires. Cette fédération adhère à la Confédération générale du travail en 1920. Aux côtés de Charles Laurent, il en est le secrétaire jusqu'en 1940. En novembre 1940 il est signataire du Manifeste des douze, puis il participe à la Résistance au sein du mouvement Libération-Nord.

En 1944 il entre au Bureau confédéral de la CGT, dont il démissionne en décembre 1947, avec Léon Jouhaux, Robert Bothereau Albert Bouzanquet et Georges Delamarre, pour créer Force ouvrière. Il est trésorier de cette confédération de 1948 à 1954. En 1953, il est nommé président de la FGF-FO.

En novembre 1944, il est délégué à l'Assemblée consultative provisoire, où il représente son mouvement de résistance. Il siège dans cette assemblée jusqu'en août 1945.

De mai 1954 à juin 1959 il est l'un des représentants de Force ouvrière au Conseil économique et social.

^{iv} La UNE (*Unión Nacional Española*), était une organisation de la résistance antifranquiste créée à Montauban, en France, en 1942, contrôlée par le Parti Communiste. Les communistes dirigent la UNE qui se veut hégémonique et se présente

comme « l'unique mouvement de résistance espagnole ». Ils n'hésitent pas d'ailleurs à assassiner certains militants anarchistes qui refusent de rejoindre les rangs de l'UNE. Le 15 juillet 1944, dans le hameau de Lacazasse, la famille Soler est brûlée vive dans sa ferme. Le fils en réchappe et parvient à contacter la CNT-AIT (cf. *15 juillet 1944 : des guerrilleros communistes espagnols assassinent une famille de réfugiés espagnols parce que résistants anarchistes* <https://cnt-ait.info/2023/07/12/lacazace>). Une réunion générale de la CNT-AIT espagnole en exil en France est organisée et un ultimatum des plus menaçants est adressé au Parti Communiste Espagnol : « à partir de cette communication, la CNT-AIT n'est plus disposée à tolérer ni une brutalité, ni un attentat de plus. Elle rend directement responsable la direction du PCE en la personne de ses dirigeants de ce qui pourrait arriver ». La vague d'attentats s'arrête... (Cf. l'article *LES ANARCHISTES ESPAGNOLS DANS LA RESISTANCE AU NAZISME* <http://cnt-ait.info/2019/08/13/les-anarchistes-espagnols-dans-la-resistance-au-nazisme>)

^v José María Gil-Robles y Quiñones (27 novembre 1898 - 14 septembre 1980) est un homme politique espagnol, chef de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA), durant la période de la seconde république (1931-1939) et de la guerre d'Espagne (1936-1939). Après le putsch fasciste du 18 juillet 1936, Gil-Robles apporte son soutien au soulèvement militaire. Il ne peut s'imposer aux militaires ni avoir la moindre ascendance sur le général Francisco Franco et en avril 1937, il annonce la dissolution de la CEDA alors que tous les partis politiques sont sur le point d'être interdits. Gil-Robles s'exile à la fin de la guerre civile. Après la Seconde Guerre mondiale, il mène des négociations sans succès avec les monarchistes et les républicains, dont le leader socialiste Indalecio Prieto, pour tenter de reprendre le pouvoir à Franco et restaurer une monarchie parlementaire.

En 1953, il revient en Espagne où il appuie plusieurs mouvements conservateurs antifranquistes. En 1968, il est nommé professeur d'université à Oviedo et publie ses mémoires, un best-seller, sous le titre « No fue posible la paz ». Parallèlement il est l'avocat des Commissions ouvrières pendant le Procès 1001. Après la mort de Franco, il devient l'un des fondateurs du petit parti de la démocratie chrétienne qui finit par disparaître au sein d'Alliance populaire.

^{vi} Le parti de la trahison fait référence au Parti Communiste Espagnol (PCE), et à son attitude contre-révolutionnaire en Espagne entre 1936 et 1939

^{vii} Benoit FRACHON : libertaire avant la première guerre mondiale, il adhère au PCF en 1920. Il est secrétaire de la CGTU (communiste) en 1933, membre du secrétariat de la Confédération générale du travail (CGT) en 1936, secrétaire général de la CGT de 1945 à 1967, président de celle-ci jusqu'en 1975. IL était en même temps membre du bureau politique du Parti communiste français (PCF). Dans l'après-guerre, il est le dirigeant incontesté de la CGT stalinienne, alors au faite de sa puissance. C'est lui qui lance la « bataille de la production » dès la guerre terminée.

^{viii} Sur l'histoire de la création de la CNT-AIT française, cf. le premier chapitre de la brochure "Histoire de la CNT-AIT française, 1946-1995" » <https://cnt-ait.info/2006/10/19/cnt-45-50>

^{ix} La CNT-AIT espagnole en exil était tolérée par les autorités françaises à condition qu'elle ne se mêle pas de politique interne française. Aussi la CNT-AIT espagnole en exil ne pouvait pas revendiquer que certains de ses militants aient participé activement et ouvertement à l'une des plus grande grève de l'immédiat après-guerre et qui eut des conséquences politiques importantes, puisqu'elle entraîna le départ des ministres communistes du gouvernement.

^x Karaganda : En mars 1939, des soldats républicains qui étaient partis se former en Union Soviétique comme pilotes d'aviation se retrouvent bloqués en URSS, avec les marins de plusieurs navires de la marine marchande espagnole républicaine. Ils furent empêchés de partir et, en 1941, ils furent arrêtés et envoyés à la prison de transit de Novossibirsk. Plusieurs civils espagnols qui avaient accompagné des enfants espagnols évacués de la guerre civile en Union Soviétique furent également détenus. En 1942, les trois groupes furent réunis dans un camp de travail agricole au Kazakhstan, à Karaganda, où huit Espagnols eurent des enfants avec des prisonniers autrichiens. Ils y restèrent jusqu'en 1948, date à laquelle, en partie grâce à une vigoureuse campagne de solidarité menée en leur faveur par les anarchistes espagnols exilés à l'Ouest, ils furent transférés dans un camp près d'Odessa. 18 prisonniers signèrent des documents acceptant la citoyenneté soviétique et furent libérés pour travailler dans la région autour de la mer Noire. Les autres sont restés dans le système du Goulag jusqu'en 1954 ou 1956.

Vers la fin de leur emprisonnement, ils ont été détenus avec des volontaires fascistes espagnols capturés pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'ils combattaient en compagnie des nazis dans la Division Azul (Bleue).

Outre les antifascistes espagnols portés disparus ou morts au cours des premières années de détention, sur les 66 antifascistes connus pour se trouver au Kazakhstan le 1er janvier 1943, 11 sont morts dans les camps soviétiques. Le fait que la majorité ait survécu peut être attribué en partie à l'unité et à la solidarité qu'ils ont maintenues en captivité, comme en témoignent leurs nombreuses grèves du travail et grèves de la faim.

A partir de 1947, à l'initiative de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques (FEDIP) et de son secrétaire José Ester Borrás, commençait en France une campagne internationale qui sera relayée par le mouvement libertaire et l'ensemble des organisations politiques et syndicales espagnoles en exil, à l'exception des communistes et de leurs organisations satellites. Cette campagne finira par aboutir au début des années 1950 et après la mort de Staline à la libération et à l'expulsion d'URSS des républicains espagnols encore vivants, du camp de Karaganda... Ultime preuve du cynisme des autorités soviétiques, ces antifascistes furent rapatriés avec plusieurs centaines d'anciens membres de la Division Azul envoyée en URSS par Franco pour combattre aux côtés des troupes hitlériennes.